Document generated on 07/02/2025 8:30 a.m.

Recherches sociographiques

Michael D. BEHIELS, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*

Nicole Gagnon

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056150ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056150ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gagnon, N. (1985). Review of [Michael D. BEHIELS, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*]. *Recherches sociographiques*, *26*(1-2), 276–278. https://doi.org/10.7202/056150ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ouvrage. Il ne faut cependant pas chercher ici une étude analytique. Thomson n'a aucune thèse à prouver, aucune démonstration à faire et ne s'inspire d'aucun schème théorique. C'est plutôt à une reconstitution historique d'une période qu'il a voulu essentiellement se consacrer.

Enfin, rendons témoignage à ceux qui ont travaillé à la version française. Sans recherche, la langue est aussi sans bavure, ce qui permet au lecteur francophone de prendre grand plaisir à la lecture de cet ouvrage.

Guy ROCHER

Centre de recherche en droit public,
Université de Montréal.

Michael D. BEHIELS, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston et Montréal, McGill/Queen's University Press, 1985, 366p.

Une autre de ces histoires de la Révolution tranquille qui prolifèrent, par les temps qui courent, chez les historiens ou *social scientists* anglophones. À première vue, celle-ci présente l'originalité de provenir de la périphérie, l'auteur étant professeur d'histoire à l'Université Acadia ; en fait, il s'agit d'une thèse de doctorat préparée à York, sous la direction, semble-t-il, de Ramsay Cook. La spécificité de l'ouvrage tient plutôt à ce qu'il se concentre sur les années d'après-guerre et qu'il se présente comme une histoire des idéologies. Précisons : Behiels ne s'attarde pas à débrouiller l'univers idéologique de la période, cherchant plutôt à retracer les courants qui auraient eu un impact direct sur la mise en place d'un État moderne au Québec et qu'il ramène à deux pôles : *Cité libre* et *Le Devoir*. Il ne s'agit d'ailleurs pas exactement d'une histoire des idéologies, mais plutôt d'une histoire politique au sens large, qui raconte, à travers le regard des intellectuels et en le corrigeant au besoin : Asbestos, l'Iron Ore, les subventions fédérales aux universités, le Rassemblement, la résurgence du Parti libéral, etc. — les courants de pensée eux-mêmes étant cependant présentés dans les premiers chapitres.

L'ouvrage repose donc principalement sur un dépouillement sélectif du *Devoir*, de *Cité libre* et de *L'Action nationale*, mais aussi sur plusieurs autres documents d'époque. L'auteur a cherché à compléter son matériel par le fonds André Laurendeau et dix entrevues, qu'il utilise cependant très peu. La bibliographie des études consultées est relativement restreinte, et utilisée elle aussi de manière ponctuelle.

Selon la thèse présentée, l'idéologie néo-nationaliste, engendrée dans les pages du *Devoir* et de *L'Action nationale*, et sanctionnée officiellement dans le Rapport Tremblay, était devenue la formule gagnante pour un Parti libéral revigoré. La Révolution « pas-si-tranquille-que-ça » doit alors être comprise comme la mise en œuvre des aspirations néo-nationalistes de la nouvelle classe moyenne. Cette vision des choses est d'emblée contestable et la démonstration n'est guère convaincante. W. Coleman a étayé récemment une thèse opposée, à l'effet que le mouvement indépendantiste, loin d'être le prolongement de la modernisation étatique des années 1960, en serait la contrepartie dialectique. Et, dès 1977, J.-J. Simard a fait valoir que la mise en place de l'État technocratique n'avait rien de spécifiquement québécois. Dans une ligne d'idée voisine, et confirmée par mes souvenirs d'époque, qui n'ont rien retenu d'une supposée « nouvelle vague nationaliste balayant le Québec à la fin des années 1950 » (p. 184), j'ai abordé l'ouvrage avec la conviction que le basculage dans la modernité des années 1960 n'avait pas grand chose à voir avec le nationalisme. Les faits présentés par Behiels ne m'ont pas forcée à rectifier cette conception des choses.

Réglons d'abord le cas des classes moyennes. Au départ, il est question d'une intelligentsia, libérale ou néo-nationaliste. Ce concept est, à mon sens, le bon : quels que puissent être leur origine sociale ou leur niveau de revenu, les haut-journalistes, universitaires ou cadres des mouvements sociaux n'occupent pas une position « moyenne » ; à titre de définisseurs de société, ils forment une des « élites du pouvoir ». Quant à la nouvelle classe des « enseignants, spécialistes et techniciens », d'après les sociologues cités au premier chapitre, elle ne commence à émerger qu'au milieu des années 1950, elle ne s'accroît que marginalement pendant cette décennie et elle n'a pas d'idéologie politique définie. La grande intelligentsia parle-t-elle au nom de cette « nouvelle classe » virtuelle ? Ce serait alors à son insu, car celle-ci n'apparaît pas dans les idéologies. À *L'Action nationale* comme à *Cité libre*, la nouvelle classe, celle dont on se préoccupe, c'est la classe ouvrière. Dans la pensée nationaliste, on s'obsède aussi de la classe des entrepreneurs. Mais, jusqu'à preuve du contraire, on ne voit apparaître nulle part l'idée d'un État interventionniste dont le premier mérite serait d'offrir un débouché à la nouvelle couche des diplômés d'université. Aussi tard qu'en 1960, Hubert Guindon était le seul à avoir perçu la montée des classes moyennes, et encore attribuait-il le phénomène à l'expansion des bureaucraties cléricales. La thèse que propose Coleman est mieux défendable : la Révolution tranquille n'a pas été engendrée par la « nouvelle classe », qui en serait plutôt le produit. Et les politiciens qui ont accouché de l'État moderne « furent entraînés par les événements et par les forces qu'ils avaient libérés ». (Dale C. Thomson.)

L'État moderne de 1960 est-il pourtant le produit du nationalisme ? L'embêtant pour cette thèse, c'est que la tradition nationaliste canadienne-française s'est longtemps identifiée à l'anti-étatisme. D'où la nécessité de la catégorie des « néo-nationalistes », porteurs du germe de l'État. Qui sont-ils ? Le premier critère, dont la logique ne saute pas aux yeux, c'est l'antiduplessisme. On aura donc, d'une part, les nationalistes traditionnels, plus âgés, « de l'école de Bourassa ou de Groulx, qui réaffirment leur confiance dans le Chef » ; d'autre part, les jeunes nationalistes, conduits par Gérard Filion et André Laurendeau, qui le combattront. (P. 21.) L'auteur retient encore comme figures majeures du courant « néo-nationaliste » : Jean-Marc Léger, Michel Brunet, Arthur Tremblay, et même « *Bishop* » Parent. Quant aux traditionnels, ce sont les autres : Bourassa, Montpetit, Groulx, Papin Archambault, Minville, Paul Gouin, Philippe Hamel (p. 47) ; Rumilly, Richer, Barbeau, Deslauriers (p. 55) ; les jésuites de *Relations* (p. 94) ; Arès — passé au camp néo en page 211 — Angers, Minville (p. 98). Mais le critère fondamental qui distingue les « néo-nationalistes », c'est qu'ils ont accepté la réalité d'un Québec industriel et urbain (p. 48). Ils ont pris leur distance avec l'Église, ils sont ouvriéristes, ils veulent intégrer le social et le national. En fait, les « néo-nationalistes » partagent le libéralisme intellectuel et l'attitude progressiste des citélibristes, à ceci près qu'ils ne se croient pas tenus pour autant de renoncer à leur option nationaliste. Voilà sans doute une description acceptable des intellectuels type *Le Devoir*, mais le concept même de néo-nationalisme est fort peu utile pour débrouiller les idéologies de la période. D'abord, l'acceptation d'un Québec industriel et urbain est commune à la majorité des intellectuels de l'époque ; ce critère ne permet pas de démarquer les « néo-nationalistes » des « traditionnels » tels que Minville, Angers ou Cousineau. Ensuite, si l'idée de « néo » se justifie pour marquer la rupture entre la problématique culturelle de Groulx et la problématique économique de Maurice Séguin, elle est inadéquate pour rendre compte de ce qui différencie un Laurendeau d'un Minville : d'après ce qu'il en raconte, ceux que Behiels qualifie de « néo » ont pris le nationalisme pour acquis, sans le reformuler en doctrine ; ils ont renoncé au nationalisme comme idéologie englobante, pour le coupler avec une pensée libérale, démocratique ou sociale démocratique. Et si l'idée de l'État a germé chez eux, elle n'est pas nécessairement attribuable à la dimension nationaliste de leur pensée.

L'antiduplessisme qui caractérise les « néo-nationalistes » est la conséquence de la dimension libérale, démocratique, progressiste de leur pensée. Mais il est aussi attribuable à la fonction sociale du *Devoir*, institution fondée dans l'intention de fournir, à l'écart des rites de l'Assemblée législative ou des règles du jeu des Communes, une véritable opposition. Voués à la critique politique, les « néo-nationalistes » se sont nécessairement intéressés à l'État. Sont-ils pour autant porteurs de l'idée de l'État interventionniste et souverain ? Il aurait fallu ici distinguer les deux aspects, qui sont

respectivement le problème de la *gouverne*, posé par l'inaction du gouvernement Duplessis, et celui du *régime*, induit par les politiques centralisatrices d'Ottawa. Or, dans l'ouvrage, l'idée d'État-nation n'apparaît que sous la plume de Brunet. Quant à l'État interventionniste, les données présentées semblent indiquer que les intellectuels du *Devoir* en étaient loin : entre l'idéal de démocratie politique, qu'ils partageaient avec les citélibristes, et le principe de l'État levier du développement, il y a plus qu'une nuance.

Behiels a beau répéter à l'envie que le nationalisme apparaissait comme un instrument puissant aux mains des constructeurs d'État « néo-nationalistes », c'est là une projection des perceptions contemporaines et une vue de l'esprit, qui ne ressort pas des faits présentés. Systématiquement, les conclusions de chapitres débordent l'analyse. Par exemple : « Acquérir le contrôle de l'économie du Québec, avec le désir concommitant de faire du français la langue de travail de l'économie, tel était le motif sous-jacent au programme de réforme de l'éducation. » (P. 183.) Ou encore : « Tandis que les néo-nationalistes utilisaient la rhétorique du libéralisme et de la démocratie pour s'opposer aux tendances centralisatrices du nouveau fédéralisme, leur principale préoccupation était le renforcement de l'autonomie provinciale pour garantir que la nouvelle classe moyenne francophone aurait suffisamment de pouvoir politique pour créer un État de bien-être interventionniste, inspiré et contrôlé par les francophones. » (P. 218.)

La thèse est *a priori* et l'auteur a négligé de la soumettre à la critique des faits. Faut-il y voir une déficience de la conceptualisation et un vice de méthode ? Ou une maîtrise insuffisante de l'espace-temps considéré qui, à défaut de compréhension par l'intérieur, aurait poussé l'auteur à y suppléer par la conjecture ? La propension à détecter partout des « ironies » de l'histoire, ainsi que quelques bourdes échappées ça et là, permettent de le penser. (Par exemple : « pour la première fois, le facteur politique, c'est-à-dire la Conquête [...] fut scrutée de près par les néo-nationalistes », p. 118 — mais de quoi donc parlait Groulx ? Ou encore : les nouveaux économistes, *i.e.* Faucher et Parenteau, avaient détecté le talon d'Achille de l'économie dans la mentalité de l'entrepreneur canadien-français, pp. 103-104 — ce qui était, en fait, la thèse de Norman Taylor.) Une autre explication serait le *wishful thinking*, dont la « Conclusion » — et le patronage de Ramsay Cook, qui a étudié le nationalisme canadien-français à l'école de Trudeau — nous donne peut-être la clé. Faisant référence à la position prise à l'époque par Trudeau contre les subventions fédérales aux universités, Behiels écrit :

> « Les citélibristes ont échoué, dans les années 1950, à percevoir la nécessité de casser l'identification exclusive croissante du gouvernement fédéral avec les besoins et aspirations des Canadiens anglais. Un gouvernement fédéral de plus en plus interventionniste devait être perçu par les Canadiens français comme désireux et capable de promouvoir le développement de la société canadienne-française et de la langue française. » (P. 373.)

L'auteur ne voudrait-il pas nous montrer ici comment Trudeau a failli à sa mission historique d'alors ?

Quoi qu'il en soit, il reste à chercher ailleurs que dans le nationalisme les origines du rationalisme modernisateur, et ailleurs qu'au *Devoir* la genèse de l'État technocratique québécois. L'ouvrage de Behiels y pourra servir, mais il nous manque encore une bonne histoire de l'intelligentsia et des idéologies des années 1950.

Nicole GAGNON

Département de sociologie,
Université Laval.